

Service protection et gestion de l'environnement

Unité pilotage et gestion

**RÉCÉPISSÉ DE DÉCLARATION N° 0100028623
relatif aux travaux de création de 4 forages, implantés pour la caractérisation de l'aquifère,
route de Budker, sur la commune de PRÉVESSIN-MOËNS**

**La préfète de l'Ain,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 211-1 et L. 214-1 et suivants, R. 211-1 et suivants, R. 214-1 et suivants ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin Rhône Méditerranée approuvé le 21 mars 2022 par le préfet coordonnateur de bassin ;

Vu le Plan de Gestion des Risques d'Inondation du bassin Rhône Méditerranée approuvé le 21 mars 2022 par le préfet coordonnateur de bassin ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 mai 2013 relatif à l'organisation administrative de la police de l'eau dans le département de l'Ain ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2022 portant délégation de signature au directeur départemental des territoires ;

Vu la décision du directeur départemental des territoires du 16 novembre 2022 portant subdélégation de signature en matières de compétences générales ;

Vu la déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçue le 18 août 2023, présentée par le CERN – esplanade des particules 1, CH-1211 GENEVE 23, représenté par Monsieur Michael POEHLER, relative aux travaux de création de 4 forages situés route de Budker, sur la commune de PRÉVESSIN-MOËNS ;

Considérant qu'au terme de l'instruction administrative, le dossier transmis en appui à la déclaration peut être considéré comme complet ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires ;

Il est donné récépissé au :

CERN, représenté par Monsieur Michael POEHLER, de sa déclaration relative aux travaux de création de 4 forages situés route de Budker, sur la commune de PRÉVESSIN-MOËNS.

Emplacements des ouvrages :

Identification	Section	Parcelles	Coordonnées du forage (Lambert 93)	
			X	Y
Forage 1	BB	0069	X : 935754,8	Y : 6578451,9
Forage 2	BB	0069	X : 935700,3	Y : 6578425,8
Forage 3	BB	0069	X : 935694.4	Y : 6578222.3
Forage 4	BB	0069	X : 935644.8	Y : 6578358.3

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

La rubrique concernée listée dans le tableau annexé à l'article R.214-1 du code de l'environnement est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D)	Déclaration	Arrêté ministériel du 11 septembre 2003 modifié

Le déclarant doit respecter les prescriptions générales définies dans l'arrêté dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui est joint au présent récépissé.

En application de l'arrêté de prescriptions générales, le déclarant a obligation d'obtenir un numéro d'identification dans la banque du sous-sol auprès du Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM). Pour ce faire, il doit communiquer à cet établissement un rapport de fin de travaux (comprenant la localisation, la profondeur, les coupes techniques et géologiques des ouvrages) à l'adresse suivante : bss.ara@brgm.fr ou BRGM Auvergne-Rhône-Alpes, 151 Boulevard de Stalingrad, 69100 VILLEURBANNE.

Attention : le déclarant ne peut pas débuter les travaux avant le 18 octobre 2023 inclus, date correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement, sauf

accord anticipé du service de la police de l'eau.

Durant ce délai, dans le cadre de l'instruction technique menée par la direction départementale des territoires (service protection et gestion de l'environnement) :

- il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier ;
- il peut être fait opposition à cette déclaration ;
- des prescriptions particulières peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

À l'échéance du 18 octobre 2023 et en l'absence de suite donnée par le service protection et gestion de l'environnement :

- le présent récépissé vaudra autorisation de réaliser les travaux ;
- copie de ce récépissé sera adressée à la commune de PRÉVESSIN-MOËNS où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est adressé à la Direction Départementale des Territoires (DDT) par le maire ;
- ce document sera mis à disposition du public sur le site internet des services de l'État dans l'Ain durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Lyon y compris par voie électronique via le site www.telerecours.fr, dans les conditions fixées par l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement :

- par le demandeur, dans les 2 mois à compter de l'échéance de la période d'opposabilité à la déclaration (soit la date de fin du délai d'instruction, soit la date de la lettre lui signifiant qu'il peut commencer les travaux) ;
- par les tiers, dans les 4 mois à compter du 1^{er} jour de la publication ou de l'affichage du récépissé.

Les recours administratifs qui peuvent être déposés dans les 2 mois à compter de la notification ou de la publication de la décision prolongent les délais de recours contentieux de 2 mois.

Le service de police de l'eau doit être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de la présente déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi la déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci est adressée à la préfète au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé ainsi que celles contenues dans les prescriptions générales annexées au présent récépissé, peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues aux articles L. 171-7 et suivants du code de l'environnement et pénales prévues aux articles L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation, à la connaissance de la préfète qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Le bénéficiaire est tenu de laisser accès aux agents chargés du contrôle dans les conditions prévues aux articles L.171-1 et L.172-1 et suivants du code de l'environnement. Cet accès concerne les aménagements autorisés par le présent récépissé. Les fonctionnaires et agents chargés des contrôles peuvent se faire communiquer et prendre copie des documents relatifs au contrôle de la bonne exécution du présent récépissé, quel que soit leur support et en quelques mains qu'ils se trouvent, et qui sont nécessaires à l'accomplissement de leur mission (articles L.171-3 et L.172-11 du code de l'environnement).

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Fait à Bourg en Bresse, le 24 août 2023

Le chef de service,

copie

CERN

Esplanade des Particules 1

CH 1211 GENEVE 23

SUISSE

À l'attention de Michael POEHLER

Bourg en Bresse, le 9 octobre 2023

Lettre recommandée avec accusé de réception

Monsieur,

Je vous ai délivré, le 24 août 2023, un récépissé de déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement ne valant pas autorisation de débuter les travaux, concernant la création de 4 forages, implantés pour la caractérisation de l'aquifère, route de Budker, sur la commune de PRÉVESSIN-MOËNS.

Suite à l'instruction technique menée par le service « police de l'eau », votre dossier est déclaré complet et régulier au sens de l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Néanmoins, il est apparu nécessaire de prendre des prescriptions complémentaires qui vous ont été soumises pour avis par lettre du 14 septembre 2023, à laquelle vous avez répondu en date du 28 septembre 2023.

Vous trouverez, ci-joint, l'arrêté préfectoral du 4 octobre 2023 pris en application de l'article R. 214-35 du code de l'environnement fixant ces prescriptions. Vous pouvez commencer les travaux sous respect des prescriptions visées dans l'arrêté du 4 octobre 2023.

Des copies du récépissé de déclaration final, de la présente lettre et de l'arrêté préfectoral sont adressées en mairie de la commune de PRÉVESSIN-MOËNS, pour affichage pendant un délai d'un mois minimum.

Le récépissé final, la présente lettre et l'arrêté préfectoral sont également mis en ligne sur le site internet des services de l'État dans l'Ain pendant 6 mois minimum.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.

Le chef de service,

PJ : arrêté du 04/10/2023